

Aubagne, le mardi 1^{er} septembre 2009

Annick ESCOFFIER Co-présidente du comité local A.T.T.A.C. d'Aubagne	Cécile CAUSSANEL membre de, CASA TANA/ASA	Solange JOUÉ, responsable de l'équipe locale Garlaban C.C.F.D.terre solidaire
Jérôme LAPLANE, Président de CHASAADD-France	Thomas MANSOURI, Président de COM'ETIK DIFFUSION	Claude BARGIN, Président du Groupe Tiers monde Pays d'Aubagne Peuples solidaires
Christian BARONI, trésorier de HISPANIOLA	Jean-Pierre JEANNE, Président groupe local KASSUMAY d'Aubagne	Alain SIMONCINI, Président de TABALE-Solidarité France Afrique

Madame, Monsieur, le Parlementaire,

Les contacts réguliers avec nos partenaires au Sud nous permettent de constater que les impacts de la crise sont les plus dramatiques au quotidien dans leur pays. Les gouvernements, sous la houlette des institutions financières internationales, y font des ponts d'or aux multinationales. Les faiblesses internes des États en termes de fiscalité, de douane, d'inspection du travail et de contrôle environnemental favorisent la corruption. Cela a été rappelé lors d'une rencontre publique le 29 mai dernier sur les conséquences de la crise en Afrique. En marge de cette soirée, nous avons pu mobiliser plus de 130 personnes dans le cadre de la campagne « Hold up International », montrant ainsi l'intérêt et la volonté de citoyens désireux d'une plus grande justice et solidarité dans le monde.



La crise financière et économique interroge en profondeur la logique d'un système économique guidé par la finance. L'Europe peut imposer des règles à l'échelle internationale. C'est le sens de notre démarche auprès de vous.

Par ailleurs, lors des récentes élections au Parlement Européen, l'Union Européenne s'est engagée à promouvoir activement le développement durable à travers le monde. C'est pourquoi le groupe des 9, membres d'associations de solidarité envers les pays du sud, réunis à Aubagne ce 29 mai, a **souhaité vous interpeller sur les actions à engager pour**

Lutter contre l'impunité des sociétés mères quant aux impacts humains et écologiques de leurs filiales, de leurs sous-traitants et fournisseurs.

Exiger des entreprises la publication d'un rapport sur les impacts sociaux, environnementaux et en termes de respect des droits humains dans leurs activités.

Réviser les normes comptables internationales pour exiger des multinationales que, dans chaque pays où elles opèrent, elles rendent compte de leurs activités, de leurs bénéfices et des impôts qu'elles paient. Certaines entreprises du secteur extractif le font déjà de manière volontaire, rien ne justifie de ne pas en faire une règle pour tous les secteurs !

Mettre fin aux structures opaques des paradis fiscaux en éliminant les sociétés écran du territoire européen et des territoires d'outre-mer, en créant un registre européen permettant d'identifier les propriétaires et bénéficiaires véritables de chaque entité juridique créée.

Ces points nous paraissent fondamentaux afin que les résultats acquis dans les projets de développement de nos partenaires ne puissent pas être remis en cause, c'est pourquoi nous nous permettons de vous poser deux questions :

Quels sont le ou les axes prioritaires évoqués ci-dessus pour lesquels vous êtes d'accord pour engager une action parlementaire immédiate ?

Y-a-t-il déjà de quoi espérer une avancée significative suite aux initiatives engagées individuellement ou collectivement au sein du parlement européen ?

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, madame, monsieur, le Parlementaire, nos meilleures salutations

P.O. J.F.Tronchon